

Délibération n° 2022-116 du 21 septembre 2022

de la Commission de Contrôle des Informations Nominatives portant autorisation de transfert d'informations nominatives ayant pour finalité

« *Transfert de données à destination des équipes CybersOps Team, sises aux Etats-Unis et en Inde, afin de détecter des connexions non autorisées aux systèmes* »

présenté par Barclays Private Asset Management SAM (BPAM)

Vu la Constitution du 17 décembre 1962 ;

Vu la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales du Conseil de l'Europe du 4 novembre 1950 ;

Vu la Convention n° 108 du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, et son Protocole additionnel ;

Vu la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993 relative à la protection des informations nominatives, modifiée ;

Vu l'Ordonnance Souveraine n° 2.230 du 19 juin 2009 fixant les modalités d'application de la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993, modifiée, susvisée ;

Vu la déclaration ordinaire déposée par Barclays Private Asset Management SAM (BPAM) le 11 mai 2022 concernant la mise en œuvre d'un traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour finalité « *Agréger et mettre en corrélation des données et logs de connexion envoyés par BPAM afin de renforcer la sécurité informatique* », et dont il a été délivré récépissé le 31 mai 2022 ;

Vu la demande d'autorisation de transfert concomitamment déposée par Barclays Private Asset Management SAM (BPAM), le 11 mai 2022, ayant pour finalité « *Agréger et mettre en corrélation des données et logs de connexion envoyés par BPAM afin de renforcer la sécurité informatique* » ;

Vu le rapport de la Commission de Contrôle des Informations Nominatives en date du 21 septembre 2022 portant examen du traitement automatisé susvisé.

La Commission de Contrôle des Informations Nominatives,

Préambule

Barclays Private Asset Management SAM (BPAM) est une société monégasque, immatriculée au Répertoire du Commerce et de l'Industrie sous le numéro 94S03039 ayant entre autres « *pour objet, en Principauté de Monaco et à l'étranger, directement ou en participation : La gestion pour le compte de tiers, de portefeuilles de valeurs mobilières, d'instruments financiers à terme ; La gestion de fonds communs de placement ou d'autres organismes de placement collectif de droit monégasque* ».

Le 11 mai 2022, cette société a déclaré à la Commission un traitement automatisé d'informations nominatives ayant pour finalité « *Agréger et mettre en corrélation des données et logs de connexion envoyés par BPAM afin de renforcer la sécurité informatique* ». La Commission a émis un récépissé de mise en œuvre de ce traitement le 31 mai 2022.

Dans le cadre du traitement susvisé, un transfert des données, une fois celles-ci traitées, peut être effectué à destination des équipes CyberOps Team localisées au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et en Inde afin de détecter des connexions non autorisées aux systèmes.

Les Etats-Unis et l'Inde étant des pays ne disposant pas d'un niveau de protection adéquat au sens de la législation monégasque, le transfert d'informations nominatives est soumis à l'autorisation de la Commission, conformément aux articles 20 et 20-1 de la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993, objet de la présente demande.

I. Finalité et fonctionnalités du traitement

Le responsable de traitement indique que le transfert de données envisagé a pour finalité « *Agréger et mettre en corrélation des données et logs de connexion envoyés par BPAM afin de renforcer la sécurité informatique* ».

Il s'appuie sur le traitement ayant la même finalité, précité.

Les personnes concernées sont les salariés de Barclays Private Asset Management SAM.

La Commission rappelle toutefois que tout traitement d'informations nominatives doit avoir une finalité « *déterminée, explicite et légitime* », aux termes de l'article 10-1 de la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993.

Aussi, en l'espèce, elle considère que la finalité du traitement doit être plus explicite pour les personnes concernées en indiquant d'une part que le transfert des informations se fait à destination des équipes CyberOps Team, sises aux Etats-Unis et en Inde, et d'autre part que l'objectif est de détecter des connexions non autorisées aux systèmes.

Par conséquent, la Commission modifie la finalité comme suit : « *Transfert de données à destination des équipes CybersOps Team, sises aux Etats-Unis et en Inde, afin de détecter des connexions non autorisées aux systèmes* ».

II. Sur les informations collectées concernées par le transfert

Le responsable de traitement indique que les informations nominatives traitées dans le cadre du transfert sont :

- données d'identification électronique : User ID, BRID (numéro d'identifiant Barclays), adresse email, IP Barclays, IP Source ;

- informations temporelles : journaux des éléments collectés, détail des informations (graphiques, rapports d'alertes, tableaux de bord, infographie).

La Commission considère toutefois que la fonction des salariés concernés est également collectée.

Les destinataires des informations transférées sont les équipes CyberOps Team, sises aux Etats-Unis et en Inde, du Groupe Barclays.

La Commission considère ainsi que les informations nominatives transférées sont « *adéquates, pertinentes et non excessives* », conformément à l'article 10-1 de la Loi n° 1.165, du 23 décembre 1993.

III. Sur la licéité et la justification du transfert

Le responsable de traitement indique que le transfert ne répond à aucune des justifications prévues à l'article 20-1 de la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993, modifiée.

Il précise toutefois avoir mis en place, conformément à ce même article, des garanties permettant d'assurer le respect de la protection des libertés et des droits au sein du Groupe Barclays.

La Commission relève ainsi que « *les transferts de données entre les différentes entités du Groupe Barclays sont régis par l'IGA (« Intra Group Agreement » signé entre les différentes entités du Groupe).*

A la lecture de celui-ci, la Commission constate qu'il contient des clauses relatives à la confidentialité précisant notamment que le groupe Barclays met en œuvre des procédures de confidentialité, de sécurité informatique et de protection des données personnelles, et encadrant les conditions de divulgation éventuelles d'informations nominatives et la sécurité informatique.

Il y est également prévu que les législations nationales de protection des données personnelles sont respectées. A cet égard, le responsable de traitement indique que « (...) *la protection des données personnelles ainsi prévue, les droits des personnes concernées et l'intervention de la CCIN dans ses missions dévolues par la Loi n° 1.165 sont garantis (...)* ».

Le responsable de traitement indique enfin ainsi que les personnes concernées sont informées par une rubrique propre à la protection des données disponible sur l'Intranet du Groupe Barclays.

A cet égard, la Commission rappelle que cette information doit impérativement informer les personnes concernées de la finalité du traitement à l'origine du transfert d'information, de la finalité du transfert lui-même et de l'usage qui sera fait de leurs données personnelles par les destinataires ou catégories de destinataires des informations nominatives.

IV. Sur la sécurité du transfert et des informations

Les mesures prises pour assurer la sécurité et la confidentialité du transfert et des informations concernées n'appellent pas d'observation particulière.

La Commission rappelle néanmoins que, conformément à l'article 17 de la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993 les mesures techniques et organisationnelles mises en place afin d'assurer la sécurité et la confidentialité du traitement au regard des risques présentés par celui-ci et de la nature des données à protéger devront être maintenues et mises à jour en

tenant compte de l'état de l'art, afin de permettre de conserver le haut niveau de fiabilité attendu tout au long de la période d'exploitation du présent traitement.

Après en avoir délibéré, la Commission :

Modifie la finalité comme suit : « *Transfert de données à destination des équipes CybersOps Team, sises aux Etats-Unis et en Inde, afin de détecter des connexions non autorisées aux systèmes* ».

Rappelle que l'information préalable des personnes concernées doit impérativement informer les personnes concernées de la finalité du traitement à l'origine du transfert d'information, de la finalité du transfert lui-même et de l'usage qui sera fait de leurs données personnelles par les destinataires ou catégories de destinataires des informations nominatives.

A la condition de la prise en compte de ce qui précède,

la Commission de Contrôle des Informations Nominatives **autorise Barclays Private Asset Management SAM (BPAM) à procéder au transfert d'informations nominatives à destination des Etats-Unis d'Amérique et de l'Inde ayant pour finalité « *Transfert de données à destination des équipes CybersOps Team, sises aux Etats-Unis et en Inde, afin de détecter des connexions non autorisées aux systèmes* ».**

Le Président

Guy MAGNAN